

BOUIRA

Les architectes dénoncent le Dlep

Les architectes de la wilaya de Bouira ont observé dimanche dernier un sit-in devant le siège de la Direction des logements et des équipements publics (Dlep), situé au niveau de la cité administrative pour dénoncer le comportement du directeur qui avait maltraité un de leurs collègues.

En effet, d'après le représentant des architectes que nous avons rencontré sur les lieux, l'objectif de cette manifestation est d'abord de dénoncer l'attitude du directeur vis-à-vis de la corporation des architectes, laquelle réclame plus de considération de la part de ce responsable tant les architectes ont de tout temps été des partenaires qui travaillent principalement avec la Dlep, la DUC et l'OPGI, les trois

organismes qui s'occupent du logement et des équipements publics, et dont les architectes sont des maîtres d'œuvre dans ces projets.

Aussi, l'objet de la rencontre de l'architecte Nordine Aït Yahiatène avec le Dlep concerne-t-il ce sujet. L'architecte en question était allé voir le Dlep pour protester contre une facture envoyée pour paiement sans que l'architecte dépose son cachet.

Evidemment, le trésorier avait rejeté la facture et l'architecte qui, connaissant le règlement, était allé voir le Dlep pour le lui rappeler, mais celui-ci s'est comporté d'une manière indigne d'un responsable en maltraitant l'architecte et en lui disant qu'il ferait «ce que bon lui



semblait». Suite à cet incident, le bureau de wilaya de l'Ordre des architectes s'est réuni en urgence et a décidé de déposer plainte contre le Dlep, ainsi que la tenue d'un sit-in pour ce dimanche. Une lettre expliquant les détails de cette affaire a été envoyée au ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce dimanche, lors de leur sit-in, nombreux étaient ceux qui demandaient carrément le départ du Dlep.

Notons, à la fin, la présence du responsable du Snapap, Athmane Ferrah, à ce rassemblement, pour apporter son soutien aux architectes et rappeler que lui-même a eu à essuyer les mêmes paroles déplacées de la part du Dlep le mois écoulé lorsqu'il était venu le voir dans le cadre du travail syndical.

Y. Y.

SIDI-NAAMANE

De nombreux projets inscrits pour 2007

Construction d'une bibliothèque, d'un CEM de type base 3, extension du siège de l'APC, réception d'un CFPA et aménagement du chef-lieu de commune sont les opérations prioritaires de cet exécutif APC à majorité FLN qui semble à l'écoute des doléances des citoyens.

Les villages et hameaux ne sont pas en reste. Outre les réfections des réseaux d'AEP et d'assainissement on nous annonce le bitumage de la route de Zimoula, d'El-Kechrid et de Draâ-Khelifa. La construction de quarante locaux commerciaux pour jeunes chômeurs et la réfection du stade municipal de Zeboudj-Kara.

Les hameaux de Trafi, de Bendouili et de Litama ont aussi bénéficié de projets tout comme Bordj-Sebaou et Ouled-Ouareth. Toutefois, c'est la construction d'un viaduc à Maïza qui semble à même de désenclaver la localité. En effet, cette bretelle nord de Tizi-Ouzou désengorgera toute la Kabylie maritime. Par ailleurs, une nouvelle conduite de gaz de ville passera par Sidi-Naamane et desservira tout le nord de la wilaya de Tizi-Ouzou.

A Sidi-Naamane, il est de tradition de claironner à l'approche de chaque échéance électorale, mais cette fois-ci et au vu de la cadence des réalisations, tous les espoirs sont permis.

Tayeb B.

BOUZEGUENE

263 logements sans électricité

Les acquéreurs de logements sociaux participatifs (LSP), du plateau de Loudha dans la banlieue ouest du chef-lieu de Bouzeguène, dont plusieurs ont fait, selon eux, l'objet d'une réception provisoire il y a près d'une année, reviennent encore une fois à la charge pour dire leur colère devant le "mépris" dont ils disent faire l'objet de la part des autorités concernées auxquelles ils reprochent de "ne rien faire" pour leur venir en aide en vue de raccorder leurs foyers au réseau électrique. Des logements qu'ils occupent dans des conditions indignes car privés de la moindre commodité.

En tout, ce sont en effet, quelque 263 logements et LSP sans compter une vingtaine de bâtisses privées joux-

tant le site, à ne pas être alimentés en énergie électrique. En visite dans la localité le 28 mai dernier, le wali avait pourtant sèchement interpellé la Sonelgaz et l'agence foncière intercommunale leur intimant l'ordre d'en finir avec le bras de fer qui les opposait sur la question du branchement de ces foyers.

Las d'attendre, des acquéreurs, pour la plupart de modestes fonctionnaires habitant en promiscuité, se sont résolus à occuper vaillamment leurs logements dont ils se sont pourtant acquittés des dus envers le promoteur et entamé les remboursements des échéanciers bancaires sans avoir la possibilité de les occuper décentement. Non encore viabilisés, les logements

sont sauvagement raccordés par leurs occupants au réseau dans un fouillis inextricable de câbles dangereusement suspendus sur le parcours des enfants qui pataugent dans la gadoue pour rejoindre leur domicile.

Les espoirs nourris dans la réunion il y a deux mois environ des autorités locales en présence des parties concernées autour de ce problème se sont également vite estompés, s'insurgent nos interlocuteurs, car en dépit de l'engagement de la DMI de prendre en charge le problème, ils ne voient encore rien venir. Ils terminent leurs récriminations en posant la question : "Faut-il qu'un drame survienne pour réagir une fois trop tard ?"

S. Hammoum

CRIMES ET DELITS A TIZI-OUZOU

Bilan d'un bimestre

Trois cent trente huit affaires relatives à des crimes et délits ont été traitées au cours des mois de janvier et février par les services de la Sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, indique la cellule de communication de la même sûreté.

Il s'agit pour la plupart des affaires de coups et blessures volontaires, d'agressions sexuelles, de menaces et injures, d'outrages et autres pour lesquelles 283 personnes ont été interpellées d'après la même source précisant que 85 personnes ont été placées sous mandat de dépôt, 13 citées à comparaître, 12 mises en liberté provisoire et 2 placées sous contrôle judi-

ciaire. Au chapitre des atteintes aux biens, la même structure annonce 318 affaires de vols qualifiés ou simples, de dégradations et autres qui se sont soldées par 137 interpellations parmi lesquelles 48 ont été placées sous mandat de dépôt, 62 citées à comparaître, 13 ont bénéficié de la liberté provisoire et 14 placées sous contrôle judiciaire. Les délits et infractions au code

de la route se chiffrent à 425 retraits de permis de conduire, 88 mises en fourrière, 3449 contraventions dressées par le service de la sécurité publique qui a, par ailleurs, enregistré 47 accidents corporels, 28 autres accidents matériels qui ont causé 59 blessés et 4 décès. Dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite, le service concerné a procédé à 29 interpellations et constitué 26 dossiers transmis au parquet. L'équivalent de 146 668,00 DA de marchandise a été saisi indique la même source. Le service de

B. T.

BLIDA

ELECTIONS LEGISLATIVES Révision à la hausse du nombre d'électeurs

Le nombre des électeurs de la wilaya de Blida pour les prochaines joutes électorales a été révisé à la hausse, apprend-on auprès du chef de cabinet du wali de Blida.

De 571 489 électeurs initiaux, le nombre a atteint 577 706 et ce, après révision exceptionnelle et épuisement des recours.

Il y a eu également l'établissement de 9305 nouvelles cartes d'électeurs dont 867 ont été déjà distribuées à leurs propriétaires et 4809 cartes en duplicata.

Pour ces élections législatives, il y aura l'ouverture de 203 centres de vote à savoir 14 centres en plus par rapport aux élections précédentes et 1204 bureaux de vote alors qu'en 2002, le nombre de ces bureaux n'avait pas dépassé les 970.

Les encadrements toutes responsabilités confondues seront 9443, nous fait-on savoir.

Jusqu'à ce jour, onze partis politiques qui sont le MEN, MMND, PRP, FND, RA, MJD, PNSD, Ahd 54, FNA, Nahda, MSP ont déposé leur candidature dont la date butoir a été arrêtée au 1er avril 2007 à minuit.

La campagne électorale qui débutera le 26 avril prochain pour se terminer le 14 mai se déroulera sur 55 lieux différents. Pour ce faire, 31 salles, 17 stades et sept places publiques seront réservés aux partis politiques pour faire leurs meetings.

En attendant que d'autres partis politiques déposent leurs candidatures ainsi que les listes des prétendants indépendants, l'électeur aura réellement au jour J l'embaras du choix pour décider de celui qui le représentera à la Chambre basse.

M. B.

MEDEA

Saisie de 2 kg de kif traité

Deux kilogrammes de kif traité ont été saisis et 2 personnes arrêtées lors d'opérations menées par la Gendarmerie nationale à Médéa, a indiqué lundi le Commandement de la Gendarmerie nationale dans un communiqué.

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Ouзера ont interpellé, le 10 mars dernier au cours d'un service de police de la route, deux personnes à bord d'un véhicule, en possession de deux kilogrammes de kif traité, a précisé le communiqué, ajoutant qu'une enquête a été ouverte.

Par ailleurs, un entrepreneur, s'est présenté le même jour à la brigade de Gendarmerie nationale de Ténès (Chlef) pour remettre une quantité de 28 kilogrammes de kif traité, rejetés par les vagues, à la plage Oued-Lagsab, commune de Ténès, selon le communiqué. Une enquête a été ouverte, a indiqué la même source.

APS